

## **Congo-Rwanda: la difficile recherche de la vérité (suite)**

**By Luc Marchal**

Dans un article récent, nous évoquions combien la recherche de la vérité était plus que laborieuse dans la tragédie qui touche, depuis tant d'années, les populations du Rwanda et de l'est du Congo. Très brièvement voici les domaines qui y étaient abordés :

1. l'implication des USA dans les événements qui touchent cette région depuis le début des années '90 ;
2. l'absence totale de volonté de la communauté internationale d'élucider l'attentat du 6 avril 1994 dans lequel périrent les présidents Habyarimana et Ntaryamira, attentat qui fut le point de départ d'un holocauste de 6 à 8 millions d'êtres humains ;
3. le bilan désastreux du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui, au mépris du mandat que lui a conféré le Conseil de Sécurité de l'ONU, se complait à rendre une justice partielle et onéreuse ;
4. les enquêtes indépendantes de la justice française et espagnole.

Comme faisant écho aux préoccupations exprimées dans cet article, plusieurs événements particuliers se sont produits dans les jours et les semaines qui suivirent sa rédaction. Ces événements confirment la pertinence de notre analyse et de notre préoccupation. Il nous a semblé dès lors opportun de commenter certains d'entre eux et d'assurer de la sorte une actualisation de l'information.

### **Le manifeste du Professeur Peter Erlinder**

Peter Erlinder est professeur de Droit au Mitchell College of Law (USA). Il est également le président de l'association des avocats de la défense auprès du TPIR et conseil principal du Major Ntabakuze (procès Militaires I). Il vient de publier un document qui constitue le fruit de plusieurs années d'expérience au sein de cette Cour de justice internationale. En réalité, il s'agit surtout d'un réquisitoire mettant en évidence les errements d'une institution qui s'est fourvoyée dans un rôle qui n'était pas le sien en adoptant une attitude partisane. Le contenu de ce document ne constitue pas vraiment une surprise pour tous ceux qui suivent de près les travaux du TPIR. Pourtant le constat accablant qu'il dresse ne semble préoccuper guère de monde, sauf ceux qui restent indéfectiblement attachés aux idéaux universels de paix et de justice. Ce qui est certainement le cas de RPP [?].

Voici, en synthèse, certains des domaines abordés dans le document du Professeur Erlinder.

## 1. La vision à sens unique du bureau du Procureur

Au regard des connaissances acquises depuis 1994, quant à la matérialité et à l'importance des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée patriotique rwandaise (APR), il est indéniable que le bureau du Procureur, en ne poursuivant qu'un seul des protagonistes du conflit rwandais, n'a pas rempli le mandat lui conféré par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce mandat prévoit de poursuivre tous les crimes commis au Rwanda durant l'année 1994. Ceci amène le Professeur Erlinder à formuler la conclusion partielle suivante : soit la guerre du Rwanda est la seule dans l'histoire de l'humanité au cours de laquelle une seule des parties s'est rendue coupable de crimes à caractère international, soit le TPIR a été manipulé pour des raisons politiques. Laissons tout simplement Carla Del Ponte, ancienne Procureur du TPIR, répondre à cette double assertion : Il est injustifiable que notre travail soit sapé par la politique. Je trouve blessant de constater que nous avons ridiculisé les principes de la justice internationale parce que Kagame avait signé un accord bilatéral avec les USA. On ne peut être plus clair sur la raison qui gangrène le travail du TPIR et qui tronque la justice qui devrait y être rendue.

Pourtant, dès le mois d'août 1994, le "Rapport Gersony" (seule investigation indépendante qui a pu être menée au Rwanda depuis la prise de pouvoir par le Front patriotique rwandais -FPR-) informe les plus hautes instances de l'ONU que des massacres de masse sont commis par l'APR à l'encontre de la population hutue. Aucune suite n'est donnée à ce rapport qui disparaît du reste durant plusieurs années de la circulation. Par contre, en octobre 1994, une intervention directe est menée auprès de Jean-Marie Vianney Ndagijimana (ministre des Affaires étrangères du gouvernement FPR) par Kofi Annan (à l'époque chef du Bureau des opérations de maintien de la paix) et par Brian Atwood de l'Administration américaine, afin d'occulter les crimes commis par l'APR. L'ancien ministre Ndagijimana a témoigné de ce fait devant le TPIR.

Figurent également dans le document du Professeur Erlinder d'autres faits, tous vérifiables, démontrant que tandis que de nombreuses autorités politiques et militaires de l'ancien régime étaient incarcérées à Arusha, le bureau du Procureur disposait de tous les éléments nécessaires pour poursuivre également plusieurs responsables du FPR et de son bras armé l'APR.

## 2. Les USA, le Royaume-Uni et Paul Kagame ou la causa nostra

La protection sans condition accordée principalement par les USA au président Paul Kagame a créé, au sein du TPIR, une impunité totale dont bénéficient, depuis plus de 13 ans, les autorités politiques et militaires du régime de Kigali. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que lorsqu'en juillet 2003 Carla Del Ponte annonce que son bureau dispose de preuves suffisantes pour poursuivre des membres du gouvernement Kagame, le Secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, et Kofi Annan (devenu Secrétaire Général des Nations Unies), tous deux faisant écho aux exigences du président rwandais, expriment ouvertement leur sentiment que Carla Del Ponte devrait être relevée de sa charge de Procureur du TPIR.

Toujours dans ce contexte, le président Bush en personne s'est impliqué dans la question en dépêchant, à Arusha, Pierre Prosper, son ambassadeur pour les crimes de guerre. Sa mission était d'enjoindre à Carla Del Ponte d'abandonner les poursuites contre les autorités du FPR. A la question de connaître la raison profonde de cette démarche, la réponse fut on ne peut plus claire : les intérêts stratégiques des USA en Afrique centrale.

Nous savons ce qu'il est advenu de Carla Del Ponte. Quant à l'actuel Procureur du TPIR, Assan Bubacar Jallow, sa position en la matière est très simple : son bureau étudie la question et l'attentat du 6 avril 1994, selon lui, ne fait pas partie du mandat du TPIR. Autant de clairvoyance devrait sans aucun doute lui éviter un sort identique à celui de Carla Del Ponte.

### 3. La spoliation des richesses du Congo

Un autre domaine abordé par Peter Erlinder concerne la mise à sac, par les forces rwando-ougandaises, des richesses de l'est du Congo et son corollaire direct que sont les millions de victimes congolaises causées par des années de guerre. Cet aspect est traité au regard du rapport des experts de l'ONU qui en 2003 ont clairement identifié Paul Kagame comme étant une des chevilles ouvrières du chaos auquel la partie orientale du Congo est toujours confrontée.

Et de conclure que la vision de "libérateurs démocratiques" qui a pu prévaloir en 1994, n'a strictement plus rien à voir avec la véritable nature du régime en place à Kigali.

### 4. L'attentat du 6 avril 1994

En qualité de conseil principal d'un des co-accusés du procès Militaires I, Peter Erlinder dispose d'un accès direct à l'importante documentation traitant des événements qui se sont succédé dans la région des Grands Lacs depuis 1990. Pour avoir consacré pas mal de temps à la consultation de cette source d'information, sa conclusion est catégorique : non seulement il y a eu volonté délibérée de dissimuler la vérité sur la prétendue croisade de libération des forces du FPR en 1994, mais en outre le TPIR possède aussi les éléments de preuve qui mettent en cause la responsabilité directe de Paul Kagame dans l'assassinat des présidents Habyarimana et Ntaryamira.

Une des conséquences de ce dévoiement du TPIR est que la poursuite exclusive des vaincus de 1994 rend illusoire toute possibilité de réconciliation des Rwandais. Pareille attitude induit, en outre, les ferments d'une nouvelle tragédie tout à fait prévisible. Il est pour le moins paradoxal que ce soit justement une institution internationale chargée de rendre la justice qui génère et exacerbe par son action un puissant sentiment d'injustice au sein de la majorité de la population rwandaise.

Pour conclure son document, le Professeur Erlinder souligne que si le TPIR a été conçu, à l'origine, comme une institution indépendante, il restera cependant dans l'histoire comme le Tribunal qui est devenu un instrument de rétorsion sous influence directe des vainqueurs de la

guerre de 1994, ainsi que des puissances qui envers et contre tout assurent une impunité totale à celui qui, dans le bimensuel indépendant rwandais "UMUCO" (publié au Rwanda), était comparé il y a peu à Adolf Hitler.

### **Le massacre de Gakurazo ou la grossière incohérence du Procureur du TPIR**

Nous évoquions aussi dans notre article précédent le massacre, par des militaires de l'APR, de plusieurs ecclésiastiques rwandais à Gakurazo, le 5 juin 1994. Quelques jours après la diffusion de l'article, les autorités de Kigali annonçaient l'arrestation de quatre présumés coupables de ce massacre. De façon assez surprenante et sans vraiment prendre le temps de la réflexion, le Procureur du TPIR se dessaisit de l'affaire au profit de la justice rwandaise. Etonnant à plus d'un titre. D'une part, le Tribunal d'Arusha a préséance sur les justices nationales pour les faits incriminés et d'autre part, cette façon de procéder du Procureur est en totale contradiction avec sa propre stratégie d'accusation. En effet, dans le procès Militaires II, l'ancien chef d'état-major des Forces armées rwandaises, Augustin Bizimungu et l'ancien chef d'état-major de la Gendarmerie, Augustin Ndindiliyimana, sont essentiellement poursuivis pour des exactions et des crimes commis par leurs subordonnés. Comment expliquer que selon le camp, certains chefs soient rendus responsables des méfaits commis par leurs subordonnés et d'autres pas ?

Last but not least, en transférant à la justice rwandaise la compétence de juger les crimes commis par des militaires de l'APR, c'est en quelque sorte comme si on avait laissé aux nazis la faculté de juger les responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane en France ou de Bande en Belgique. En aucun cas, en saine justice, on ne peut être juge et partie. Par ce transfert le Procureur infirme également ce qu'il a toujours affirmé, à savoir que les autorités politiques et militaires de l'ancien régime étaient les seules responsables de tous les crimes commis au Rwanda en 1994.

Cependant, personne n'est dupe. En laissant obligeamment, au régime en place à Kigali, la possibilité de juger des "seconds couteaux", le Procureur permet surtout aux véritables commanditaires du massacre de Gakurazo de ne devoir rendre de comptes à personne. En la matière, chacun appréciera l'éthique professionnelle du Procureur à sa juste valeur. Les circonstances précises de ces assassinats sont, en effet, connues du bureau du Procureur depuis 2003. Elles sont à ce point détaillées que le doute n'est pas permis : ces religieux ont été assassinés sur ordre de l'autorité supérieure. Les conditions de leur mise à mort résultent d'une décision délibérée et non de représailles dont l'un ou l'autre militaire, égaré par la douleur suite à l'élimination de sa famille, se serait rendu coupable.

Ce faux pas supplémentaire du Procureur, postérieur à la publication du manifeste du professeur Erlinder, ne fait que corroborer la conclusion de ce dernier : le Tribunal d'Arusha n'est plus que le relais d'intérêts partisans dont la seule finalité est d'assurer la toute puissance d'une minorité totalitaire au service d'une oligarchie capitaliste.

## **Le cas du général Karenzi Karake**

On peut imaginer, en toute logique, que la carrière fulgurante de cet officier de l'APR est directement proportionnelle aux services rendus à la cause du FPR. En 1994, nous avons bien connu l'intéressé. Il exerçait la fonction d'officier de liaison auprès de l'état-major du général Dallaire, commandant de la composante militaire de la MINUAR. Cette fonction lui conférait une totale liberté de mouvement et lui permettait également d'être parfaitement au courant de tout ce qui se discutait au sein de cette mission de paix. Nous savions aussi qu'il appartenait aux services de renseignements de l'APR. Cette "couverture" d'officier de liaison lui permettait surtout d'exercer la coordination générale de l'action de l'ensemble des cellules underground déployées à Kigali par le FPR. Certaines de ces cellules avaient pour mission l'élimination physique de personnalités soit parce qu'elles étaient trop critiques à l'égard du Front, soit tout simplement pour déstabiliser la situation intérieure du pays. C'est ainsi que cet officier est directement mis en cause dans les assassinats de deux hommes politiques rwandais : Emmanuel Gapyisi et Félicien Gatabazi.

En août 2007, il est désigné pour la fonction de commandant en second de la force de paix africaine au Darfour (UNAMID). Suite à cette désignation, l'association de défense des droits de l'homme "Human Rights Watch" exprima sa totale désapprobation au Secrétaire général des Nations Unies et à celui de l'Union Africaine, eu égard à la responsabilité directe de cet officier dans la mort de nombreux civils congolais lors de l'invasion, en juin 2000, de la région de Kisangani par les forces rwando-ougandaises.

La durée du mandat de Karenzi Karake au sein de l'UNAMID étant de 12 mois, il est donc question, depuis quelques semaines, de la prolongation de son mandat. Or, rappelons-nous que début de cette année le juge espagnol Merelles l'a inculpé pour sa responsabilité directe dans plusieurs massacres, crimes de guerre et crimes perpétrés au Rwanda. Dès lors, de très nombreuses voix se sont élevées pour qu'il n'y ait pas renouvellement de son mandat. C'est sans compter sur l'appui inconditionnel des USA qui, par l'entremise de son sous-secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, Jendayi Frazer, ainsi que de son ambassadeur auprès des Nations Unies, Zalmay Khalilzad, sont intervenus directement auprès de Ban Ki-moon afin que le mandat de Karenzi soit bel et bien renouvelé. Quant au gouvernement de Kigali, fidèle à sa tactique habituelle de mettre en opposition ceux qui ont mis fin au génocide et ceux qui en sont responsables, il menace tout simplement de retirer son contingent de la force de paix en cas de non renouvellement de ce mandat.

En quoi le cas du général Karenzi Karake est-il particulier ? En fait, il est la parfaite illustration de cette justice internationale qui pratique la politique des deux poids deux mesures, selon que l'on soit dans le camp des vainqueurs ou celui des vaincus. Un exemple concret qui ne souffre aucune contestation : celui du général Léonidas Rusatira, ancien officier des forces armées gouvernementales rwandaises ayant également servi dans l'APR, avant de prendre le chemin de l'exil vers la Belgique. Au plus fort de la tourmente, en 1994, cet homme a contribué à sauver de nombreuses vies humaines et nous pouvons attester de la chose comme témoin direct. Cependant, quelques années plus tard, voilà qu'il se retrouve sur une liste de

génocidaires (liste à géométrie variable établie par le régime de Kigali en fonction de ses besoins). Sans grande réflexion, Carla Del Ponte signe un mandat d'arrêt que les autorités judiciaires belges mettent à exécution. Le général Rusatira passera trois mois dans une prison belge. Le temps pour deux experts reconnus par le TPIR (les Professeurs Reyntjens et Guichaoua) de faire admettre par Carla Del Ponte l'absence totale de fondement dans les accusations portées contre Rusatira. Suite à quoi elle ne pourra que retirer son mandat d'arrêt. Inquiétante, n'est-ce pas, cette justice qui délivre un blanc seing aux "libérateurs", leur permettant de mettre à l'écart tout qui représente pour eux un éventuel obstacle ? Cet exemple concret n'est malheureusement pas le seul du genre, loin s'en faut.

Qu'est-ce qui différencie les cas de Karenzi Karake, de Radovan Karadzic, du président soudanais Omar Hassan al-Bashir ou encore de Jean-Pierre Bemba, voire de Paul Kagame ? Ils font tous l'objet de graves accusations de crimes à caractère international. Cependant ils sont loin d'être tous traités de la même façon. Lorsque la communauté internationale parviendra à remédier à cette réalité inique, peut-être que le mot "justice internationale" pourra s'écrire avec un "J" majuscule. C'est en tout cas notre souhait.

### **Le Rwanda: protectorat anglo-saxon?**

Décidément, ces derniers mois, le Rwanda, tel un aimant, devient un must dans les destinations de voyage de nombreuses personnalités américaines et britanniques.

Le premier des visiteurs de marque de cette année 2008 fut George W. Bush en personne. Ce qui a été retenu par la presse de son passage est l'allocution prononcée au mémorial du génocide de Gisozi, près de Kigali. En réalité, l'objectif de ce bref séjour du président des Etats-Unis était de finaliser les modalités de l'accord qui feront du Rwanda la plaque tournante de la présence américaine en Afrique. Les moyens électroniques qui vont être déployés dans la région des volcans vont permettre d'assurer l'écoute de toutes les communications radiophoniques, téléphoniques et autres sur le continent africain. De plus, une vaste zone à caractère militaire serait consentie aux Américains dans la région du Bugesera. La finalité exacte de cette "zone réservée" reste encore à éclaircir. L'intérêt des Etats-Unis pour le Rwanda, dans ce domaine particulier, est loin d'être récent. Pareille demande avait déjà été formulée au président Habyarimana qui n' y avait pas réservé la suite espérée.

Si l'actuel candidat républicain à la Maison blanche, John Mc Cain, ne s'est pas encore montré au Rwanda, par contre son épouse y a fait une visite éclair et tenue (presque) secrète. Elle y a peut-être rencontré Chery et Tony Blair qui eux sont des habitués du coin. En effet, après avoir laissé le 10 Downing Street à son successeur, Tony Blair est devenu le conseiller spécial de Paul Kagame.

Tout récemment c'est Bill Clinton qui a présenté sa prochaine tournée en Afrique qui l'amènera une fois de plus au Rwanda. On se rappelle les excuses qu'il a présentées au peuple rwandais lors d'une visite précédente. Ce peuple ne pourra cependant jamais oublier qu'il était président

des Etats-Unis en 1994 et que ses représentants ont mené un combat retardateur pugnace de plusieurs semaines afin que le mot "génocide" ne soit pas prononcé dans l'hémicycle du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

De même que ces visites répétées de personnalités anglophones à Kigali ne sont pas le fait du hasard, de même le sort qui s'acharne depuis tant d'années sur l'Afrique centrale n'a strictement rien à voir avec la fatalité. Les deux sont la conséquence directe de la convoitise suscitée par les immenses richesses du sous-sol de cette région. Les populations rwandaises et congolaises prennent sans doute petit à petit pleine conscience de leur total abandon par ce monde dit "civilisé" qui d'un côté prêche la "bonne gouvernance" et de l'autre n'hésite pas à semer le chaos pour mieux spolier un patrimoine qui ne lui appartient pas.

### **La commission rwandaise sur le rôle de la France**

Le dernier des événements en date concerne la publication, en ce début août 2008, du rapport de la commission d'enquête rwandaise sur le rôle de la France avant, pendant et après le génocide. Rappelons que la création de cette commission, début 2006, constituait surtout la réponse du berger à la bergère suite à l'enquête menée par le juge Bruguière sur l'attentat du 6 avril 1994.

Laissons aux experts l'analyse du travail de cette commission. Mentionnons cependant un point qui nous semble pour le moins étrange. Alors que l'enquête menée par le juge Bruguière détaille très minutieusement les rouages de l'attentat sur l'avion présidentiel, paradoxalement la commission d'enquête présidée par Jean de Dieu Mucyo ne pipe mot de cet attentat. Ce serait pourtant l'occasion rêvée pour le régime de Kigali d'apporter tous les éléments nécessaires pour non seulement contrer les accusations du juge français, mais surtout pour lever ce voile de suspicion qui demeure sur cet acte qui déclencha l'apocalypse.

Inutile de tourner autour du pot. Si aucune explication n'est donnée de la part des commissaires, c'est que ce terrain est beaucoup trop glissant. Ce silence, en réalité, équivaut à la plus belle des reconnaissances du bien fondé des conclusions formulées par le juge Bruguière sur la responsabilité directe de Paul Kagame dans cet attentat.

Cette commission est un exemple de plus de cette technique d'accusation en miroir dans laquelle les autorités de Kigali excellent depuis de très nombreuses années. C'est sans aucun doute une étape supplémentaire dans cette volonté de s'affranchir de toute contrainte internationale en se dotant des outils de compétence universelle. A cet effet, le terrain se prépare depuis de longs mois. Le président rwandais met à profit chacun de ses déplacements à l'étranger pour fustiger l'arrogance de la justice occidentale qui se réserve le droit d'inculper des ressortissants de "nations faibles". Allusion directe aux dossiers d'inculpation des juges français et espagnol. Soulignons quand même que l'on peut difficilement assimiler le Rwanda à une "nation faible" au regard des effectifs pléthoriques et des équipements impressionnants de son armée.

Mais cette volonté de disposer des outils juridiques de compétence universelle recèle encore d'autres finalités que celle de pouvoir rendre la pareille à certains pays qui ont l'outrecuidance de demander des comptes au libérateur du Rwanda. En effet, plus de quatorze années après les faits, il devient de plus en plus difficile, comme ce fut le cas par le passé, d'ajouter à l'infini sur la liste des génocidaires ceux dont on veut se débarrasser. Cette technique a vécu et doit être remplacée par une autre. La compétence universelle offrira au régime de Kigali une excellente opportunité permanente de poursuivre, urbi et orbi, toute personne considérée comme représentant un obstacle potentiel à l'hégémonie de l'actuelle nomenclature rwandaise. Ce n'est pas tout, car cette même compétence universelle pourrait tout aussi bien être utilisée contre tous ceux qui cherchent la vérité, ceux qui contestent cette tyrannie intellectuelle imposée par ceux qui délibérément ont choisi les armes pour s'emparer du pouvoir au Rwanda. En d'autres mots, nombre de ceux que l'on classe fort opportunément et de façon simpliste dans la catégorie des révisionnistes et des négationnistes.

Le danger est réel. Mais plus fondamentalement c'est la manifestation de la Justice et de la Vérité qui risque d'en pâtir. Tous les experts de l'Afrique centrale sont à présent d'accord sur ce point : la véritable histoire de cette région, de 1990 à nos jours, doit encore être écrite. Carla Del Ponte, elle-même, reconnaissait que s'il s'avérait que le FPR est responsable de l'attentat d'avril 1994, alors l'histoire du génocide devait être entièrement réécrite.

Voilà l'enjeu réel de ce qui se trame derrière cette opposition à une pseudo "justice occidentale". Il s'agit avant tout de pérenniser, par tous les moyens, la "version officielle" des événements.

## **Conclusions**

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, par sa Résolution 1824, vient de prolonger d'un an le mandat des juges du TPIR. En l'état actuel des choses, cette prolongation ne modifiera sans doute guère le mode de fonctionnement de ce Tribunal. Nous pensons qu'il est surtout question d'apurer l'arriéré judiciaire et de trouver une solution acceptable dans la problématique du transfert de certains dossiers à des juridictions nationales, mais pas à celle du Rwanda qui suscite l'opposition des juges du TPIR eux-mêmes.

Toutefois, quand on sait que plus d'un an et demi après la fin du procès Militaires I, les juges de la Chambre compétente n'ont toujours pas rendu leur arrêt (pareille situation est à peine imaginable) on pourrait dès lors imaginer que le TPIR n'est pas près de mettre la clé sous le paillason. Vu le nombre d'affaires dont l'arrêt doit encore être rendu.

Aussi pensons-nous que cette prolongation représente, peut-être, une opportunité inespérée pour tenter d'infléchir le cours des choses. Encore faut-il que ceux qui sont en position d'agir se mobilisent pour la cause de la Justice et de la Vérité.

La différence majeure entre 1994 et 2008 est que si les responsabilités réelles étaient à l'époque sans doute difficiles à cerner, actuellement plus personne ne peut invoquer le fait qu'il ne sait pas ou qu'il ne peut pas savoir. Une chose est certaine, si les responsables politiques occidentaux n'expriment pas leur volonté sans équivoque de connaître toute la vérité sur la véritable nature des événements qui continuent à ensanglanter la région des Grands Lacs, alors nous disons qu'ils se rendent complices du prochain génocide qui immanquablement se produira dans cette région d'Afrique. Car, si en Occident on ne veut pas savoir, les Rwandais et les Congolais eux, par contre, savent très bien qui sont les véritables responsables de leur propre calvaire. Ce jour-là, il sera très malvenu d'utiliser une fois de plus l'expression :

« Ah ! Je ne savais pas ».

Luc Marchal  
ancien commandant  
Secteur Kigali-MINUAR  
Août 2008